

Séance du 21 octobre 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt et un octobre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de cette Commune, s'est assemblé, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Hervé DARETTE, Maire.

Date de la convocation : 10.10.2025

Nombre de membres afférents au Conseil Municipal : 15

Nombre de membres en exercice : 14

PRESENTS : DARETTE Hervé — WARRYN Patrick — DELAS Christian — BROSSARD Corinne — FEDERICI Mélanie — LABORDE Jocelyne - PATRU André - PAU Christian — FLOWER Mélissa -

ABSENTS EXCUSES : LUCAS Stéphane — DUPRAT Margaux — SOLER Claire — TOUYA Danièle

ABSENT : LOPEZ Bernard

Ordre du jour

- Communication des décisions prises par le Maire suite aux délégations données par le Conseil Municipal
- Participation au financement de la Protection Sociale Complémentaire Santé des agents de la Commune
- Création d'un emploi non permanent d'agent recenseur pour assurer le recensement de la population
- Adhésion de la Commune de SAINT BOES au Syndicat Mixte Eau et Assainissement des Trois Cantons d'ARTIX pour la compétence « assainissement non collectif »
- Adhésion au service de Conseil en Energie Partagé (CEP) proposé par Territoire d'Energie des Pyrénées-Atlantiques
- Rapports annuels 2024 des services publics eau potable et assainissement du Syndicat Mixte des Trois Cantons d'ARTIX
 - Rapport d'activité 2024 de la Communauté de Communes de Lacq-Orthez
 - Avis sur le projet de la Société DRAGAGES DU PONT DE L'ESCAR en vue de l'ouverture d'une nouvelle carrière de graves alluvionnaires sur la Commune d'ABOS
 - Projet de parc solaire photovoltaïque sur des terrains communaux situés à proximité de l'ancienne gravière BORDENAVE
 - Questions diverses

Secrétaire de séance : FEDERICI Mélanie

Le Conseil Municipal adopte le procès-verbal de la séance du 9 septembre 2025.

COMMUNICATION DES DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE SUITE AUX DELEGATIONS DONNEES PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Renonciation au Droit de Prémption Urbain

En vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 9 juin 2020 donnant délégation au Maire pour exercer au nom de la Commune le Droit de Prémption Urbain, Monsieur le Maire indique qu'il a renoncé à la prémption sur les parcelles bâties cadastrées section AB numéros 125,126,333,334 d'une superficie totale de 2852 m², situées Carrère de Cap Sus (grange) appartenant à Mr LACAZE-LABADIE Bertrand (vente à Mme MICHEL Morgane).

PARTICIPATION AU FINANCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE SANTE DES AGENTS DE LA COMMUNE

Monsieur le Maire expose que la réglementation en vigueur prévoit la participation financière obligatoire des employeurs publics territoriaux et leurs établissements à la couverture de leurs agents en matière de Santé à partir du 1^{er} janvier 2026.

Les modalités de mise en œuvre de cette participation sont précisées par ordonnance et par décrets :

-Décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

-Ordonnance n° 2021-174 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

-Décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement.

A cet effet, les collectivités et établissement publics ont l'obligation de choisir soit la labellisation soit une convention de participation et de participer financièrement à compter du 1^{er} janvier 2026.

Les modalités de mise en œuvre de cette participation doivent être fixées par l'organe délibérant, après avis du Comité Social Territorial.

Le Centre de Gestion des Pyrénées-Atlantiques a lancé une consultation mutualisée, en vue de conclure une convention de participation à adhésion facultative des collectivités et des agents couvrant le risque dit «Santé ». Après avis favorable du CST Intercommunal le 26 juin 2025, le Centre de Gestion des Pyrénées-Atlantiques a souscrit une convention de participation pour le risque «Santé » auprès de la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT) ayant comme courtier RELYENS pour une durée de 6 ans. Les collectivités peuvent adhérer librement à cette convention à compter du 1^{er} janvier 2026 et tout au long de la convention.

Il est rappelé que la participation financière de la collectivité doit être attribuée de manière exclusive à une seule modalité de participation. La proratisation pour les agents à temps non complet ou à temps partiel n'est pas prévue par les textes en vigueur. La délibération ne peut donc prévoir une participation «au prorata du temps de travail ».

Dans le cadre de la protection santé, la modalité dite de la labellisation offre à l'agent la liberté de choix de sa garantie, la liberté de choix du coût de l'assurance, la liberté de résiliation. Il apparaît donc que la modalité de labellisation paraît la plus adaptée au besoin des agents de la collectivité. Aussi, chaque agent, soit ayant déjà souscrit à une mutuelle appartenant à la liste labellisée, soit souhaitant y souscrire, pourra percevoir, sur présentation annuelle d'une attestation délivrée par la mutuelle attestant de la labellisation du contrat souscrit, une participation par la collectivité.

La réglementation en vigueur, actuellement, fixe le minimum de la participation financière de l'employeur à hauteur de 15 € brut par mois et par agent, dans la limite de l'intégralité de la cotisation de l'agent. Le montant de la participation peut être modulé dans un but d'intérêt social, en prenant en compte le revenu des agents et le cas échéant leur situation familiale.

Où l'exposé du Maire, le Conseil Municipal souhaite :

-participer au financement de la protection sociale complémentaire santé pour les agents de la Commune sous la forme de la LABELLISATION, à compter du 1^{er} janvier 2026,

-fixer le montant de la participation financière de la Commune à hauteur de 15 € brut par mois et par agent, quelle que soit sa quotité de travail, dans la limite de l'intégralité de la cotisation de l'agent. L'agent produira un justificatif de cette labellisation chaque année.

-préciser que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la collectivité.

-soumet ce projet de délibération au Comité Social Territorial.

La délibération sera adoptée après avis du CST.

DELIBERATION N° 1

CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT D'AGENT RECENSEUR POUR ASSURER LE RECENSEMENT DE LA POPULATION

Monsieur le Maire rappelle que la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité confie aux communes la préparation et la réalisation des enquêtes de recensement de la population.

Le recensement de la population de LABASTIDE-CEZERACQ se déroulera du 15 janvier 2026 au 14 février 2026.

Il ajoute que les agents recenseurs sont recrutés, nommés et rémunérés par la Commune. Ces agents sont formés par l'INSEE. Cette formation dure deux demi-journées. En contrepartie, les communes reçoivent de l'Etat une dotation forfaitaire dont la vocation est d'apporter une contribution de l'Etat au financement de l'opération. Il s'agit d'une dotation forfaitaire basée sur la population et le nombre de logements ; elle n'a pas de lien direct avec la rémunération versée par la collectivité aux agents recenseurs. Ceux-ci doivent être recrutés et rémunérés dans le respect de la réglementation applicable aux personnels de la fonction publique territoriale.

La formation de l'agent recenseur se déroulera début janvier 2026. Entre les deux formations, l'agent recenseur effectuera la tournée de reconnaissance avec le relevé des adresses.

296 logements ont été recensés. L'INSEE recommande un agent recenseur à temps complet pour 250 logements, soit environ 500 habitants.

Suite à un appel à candidatures, Monsieur le Maire indique qu'il a reçu à ce jour deux candidatures pour assurer le recensement de la population. Le candidat retenu s'effectuera par un tirage au sort en mairie en présence des postulants.

Aussi, pour assurer cette mission, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal la création d'un emploi non permanent d'agent recenseur, à temps complet, pour assurer le recensement de la population.

L'emploi serait créé pour la période du 6 janvier 2026 au 14 février 2026.

Cet emploi appartient à la catégorie hiérarchique C.

L'emploi serait pourvu par le recrutement d'un agent contractuel en application des dispositions de l'article L.332-23 1° du Code Général de la Fonction Publique qui permet le recrutement d'agent contractuel pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale cumulée de 12 mois par période de 18 mois consécutifs.

L'emploi pourrait être doté de la rémunération correspondant à la valeur de l'indice majoré 367 de la fonction publique. Elle comportera également une indemnité compensatrice de congés annuels pour les droits non-utilisés.

Par ailleurs, les personnels territoriaux appelés à se déplacer fréquemment sur le territoire de la commune pour assurer leurs fonctions peuvent bénéficier d'une indemnité forfaitaire lorsqu'ils utilisent leur véhicule personnel pour ces déplacements. Ceci ressort du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics. Le montant annuel maximum est actuellement fixé à 615 €.

Dans le cadre du recensement de la population, les frais de déplacements à l'intérieur de la commune peuvent être pris en charge au titre des fonctions itinérantes lorsque l'agent recenseur utilise son véhicule personnel pour les déplacements. Monsieur le Maire propose donc l'application de cette réglementation à l'agent recenseur qui utilisera son véhicule personnel pour réaliser les opérations de recensement de la population. Le montant forfaitaire de la prise en charge est fixé par délibération du Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

-DECIDE la création, pour la période du 6 janvier 2026 au 14 février 2026 d'un emploi non permanent à temps complet d'agent recenseur. Cette période couvre à la fois la formation obligatoire dispensée par l'INSEE et la réalisation des opérations de recensement,

-DECIDE que cet emploi sera doté du traitement afférent à l'indice majoré 367 (indice brut : 369) de la fonction publique,

-DECIDE de verser à l'agent recenseur une indemnité forfaitaire pour fonctions itinérantes et fixe le montant à 210 €,

-AUTORISE le Maire à signer le contrat de travail selon le modèle annexé à la présente délibération,

-PRECISE que les crédits suffisants seront inscrits au budget primitif de l'exercice 2026.

DELIBERATION N° 2

ADHESION DE LA COMMUNE DE SAINT-BOES AU SYNDICAT MIXTE EAU ET ASSAINISSEMENT DES TROIS CANTONS D'ARTIX POUR LA COMPETENCE «ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF »

Monsieur le Maire expose que la Commune de SAINT-BOES sollicite l'adhésion au Syndicat Mixte Eau et Assainissement des Trois Cantons pour la compétence «assainissement non collectif », à compter du 1^{er} janvier 2026.

Les Communes membres du Syndicat doivent émettre un avis sur cette demande d'adhésion.

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-17 et suivants, relatifs au transfert de compétences aux syndicats de communes,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

Vu l'intérêt pour la Commune de SAINT-BOES de transférer la compétence «Assainissement non collectif » à un syndicat afin de mutualiser les moyens et d'optimiser la gestion du service public de l'assainissement non collectif,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

-ACCEPTE l'adhésion de la Commune de SAINT-BOES au Syndicat Mixte Eau et Assainissement des Trois Cantons pour l'exercice de la compétence «Assainissement non collectif » conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

-PRECISE que le transfert de la compétence prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2026, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral qui sera pris pour entériner ce transfert, et sera accompagné du transfert des biens, équipements et personnels nécessaires à l'exercice de cette compétence, dans les conditions prévues par la loi.

-DONNE mandat à Monsieur le Maire pour signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération et pour représenter la commune dans toutes les instances concernant ce transfert de compétence.

-PRECISE que la présente délibération sera notifiée au Syndicat Mixte Eau et Assainissement des Trois Cantons et transmise à Monsieur le Préfet pour contrôle de légalité.

DELIBERATION N° 3

ADHESION AU SERVICE DE CONSEIL EN ENERGIE PARTAGE (CEP) PROPOSE PAR TERRITOIRE D'ENERGIE DES PYRENEES-ATLANTIQUES

Monsieur le Maire expose que dans le contexte actuel de surconsommation et d'augmentation des coûts énergétiques, le Syndicat TERRITOIRE D'ENERGIE DES PYRENEES-ATLANTIQUES a souhaité s'engager auprès des collectivités adhérentes afin de les aider à maîtriser leurs consommations et à diminuer leur impact environnemental par la réduction des émissions de gaz à effet de serres (CO²).

Dans le cadre de ses actions dans le domaine de l'énergie, le TE64 propose aux collectivités de bénéficier d'un Conseil en Energie Partagé (CEP). Les collectivités qui en feront la demande auront à leur disposition un «conseiller énergie » en temps partagé. Ce conseiller,

totallement indépendant des fournisseurs d'énergie et des bureaux d'études est l'interlocuteur privilégié de la collectivité pour toutes les questions énergétiques.

Dans le cadre de la compétence «Maitrise de la Demande d'Energie» du TE64, Monsieur le Maire propose de confier au Syndicat la mise en place du CEP sur l'ensemble des bâtiments communaux.

Il ajoute que conformément à la délibération du bureau syndical n° 2017-019 du 30 mai 2017, le coût de cette adhésion est de 0,25 € par habitant et par an selon le recensement de la population totale fixé au 1^{er} janvier de l'année en cours. La Collectivité s'engage pour une durée illimitée dans la démarche. Cette adhésion annuelle est estimée à 148,75 €.

Invité à se prononcer et après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

-DECIDE de demander au TE64 la mise en place du Conseil en Energie Partagé au bénéfice de la commune, pour une durée illimitée. Etant entendu, que l'adhésion peut être dénoncée à tout moment, il appartiendra alors à la collectivité de signifier son retrait par délibération. Le retrait sera effectif au 31 décembre de l'année N. Toutefois, il convient de préciser que la durée d'adhésion ne pourra être inférieure à 3 ans.

-AUTORISE Monsieur le Maire à signer avec le TE64 la convention définissant les modalités de mise en œuvre.

DELIBERATION N° 4

RAPPORTS ANNUELS 2024 DES SERVICES PUBLICS EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DU SYNDICAT MIXTE DES TROIS CANTONS d'ARTIX

Conformément au décret n° 95-635 du 6 mai 1995, Monsieur le Président du Syndicat Mixte Eau et Assainissement des Trois Cantons d'ARTIX a adressé à la commune ses rapports sur la qualité et le prix des services publics de l'eau potable et de l'assainissement pour l'année 2024.

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal les rapports et l'invite à délibérer.

Depuis le 1er janvier 2000, le syndicat unique « *Syndicat Eau et Assainissement des Trois Cantons* » gère les compétences Eau Potable, Assainissement Collectif et Assainissement Non Collectif.

Depuis le 1er janvier 2018, il est devenu un syndicat mixte à la carte. La population totale du Syndicat est de 21 376 habitants au 31/12/2024.

Il ressort :

- Gestion du service public d'eau potable

-l'Agence Régionale de Santé Aquitaine a déclaré l'eau de bonne qualité bactériologique et physico-chimique,

Depuis 1996, 24 communes ont transféré leur compétence au Syndicat avec une uniformisation des tarifs au 1er janvier 1999.

Le contrat de délégation de service public d'eau potable a été signé avec l'entreprise SUEZ pour une durée de 10 ans à compter du 1er janvier 2021.

Au 31 décembre 2024, le Syndicat alimente 14 722 habitants en eau potable, soit 7197 abonnés dont 6858 abonnés avec consommation.

Recherche de fuites sur le réseau de distribution

Depuis 2012 et comme pour les branchements en PE-HD, une baisse du nombre de fuites est observée sur les canalisations principales. Dans le cadre du contrat de délégation 2021-2030, SUEZ a poursuivi en 2024 sa stratégie de recherche de fuites : surveillance des compteurs de sectorisation, prélocalisation et corrélation acoustiques, amélioration des pressions avec la vérification et l'optimisation de la pression de tous les organes de régulation tous diamètres confondus. Cependant, moins de linéaires de conduites ont été surveillés en 2024.

Le rendement a baissé de 73,4% à 68,24% en 2024. L'objectif du nouveau contrat 2021-2030 est d'atteindre 78% au 31/12/2030.

Prix de l'eau potable

-le prix de l'eau potable a été fixé à 3,11 € TTC par m3 en 2024. Il avait été fixé à 3,02 € TTC en 2024. Le prix de l'eau a augmenté de 3,23% entre 2024 et 2025 en raison de la concession de service public et de la réforme des redevances de l'Agence de l'Eau. Les parts fixes et variables du Syndicat n'ont pas augmenté.

-Gestion du service public d'assainissement

Le service est géré par un contrat de délégation de service public signé qui a été renouvelé le 01/01/2023 avec l'entreprise SUEZ pour une durée de 10 ans. Au total, le service assainissement collectif du Syndicat comptabilise en 2024 :

5 486 abonnés,

467 810 m³ de volumes facturés, soit une consommation moyenne de 85 m³/abonné/an.

Gestion du service public de l'assainissement non collectif

Nombre d'installations répertoriées en 2024 : 4 062

-le tarif fixé pour l'assainissement collectif EU1 a été fixé à 2,84 € TTC par m3 en 2025. Il était à 3,03 € TTC en 2024. Le montant total Eau potable + Assainissement collectif EU1 s'élèvera à 5,96 € TTC par m3 en 2025. Il était à 6,05 € TTC par m3 en 2024. Le prix de l'assainissement collectif va globalement baisser entre 2024 et 2025 en raison, d'une part, de la révision annuelle des tarifs du délégataire qui est négative en 2025 et, d'autre part, de la réforme des redevances de l'Agence de l'Eau. Les parts fixes et variables du Syndicat n'ont pas augmenté.

La redevance de l'assainissement non collectif du Syndicat n'a pas augmenté. Elle s'élève à 37 € par an.

Où l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal

-APPROUVE le rapport annuel 2024 sur la qualité et le prix du service public de l'eau potable et le rapport annuel 2024 sur la qualité et le prix du service public de l'assainissement, établis par le Syndicat Mixte Eau et Assainissement des Trois Cantons d'ARTIX,

-TRANSMET à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques la présente délibération pour contrôle de légalité.

RAPPORT D'ACTIVITE 2024 DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LACQ-ORTHEZ

Conformément à la réglementation en vigueur, la Communauté de Communes de Lacq-Orthez a adressé aux communes membres le rapport d'activité de l'exercice 2024. Celui-ci est présenté au Conseil Municipal. Ce document détaille les actions de l'année 2024 des 5 pôles (économique, aménagement du territoire, environnement, animation du territoire, ressources) et les éléments comptables et budgétaires de l'EPCI.

DELIBERATION N° 5

AVIS SUR LE PROJET DE LA SOCIETE DRAGAGES DU PONT DE LESCAR EN VUE DE L'OUVERTURE D'UNE NOUVELLE CARRIERE DE GRAVES ALLUVIONNAIRES SUR LA COMMUNE D'ABOS

Monsieur le Maire expose que par arrêté préfectoral n° 2025/BAE/013 en date du 1^{er} août 2025, Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques a ouvert une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale déposée par la Société Dragages du Pont de Lescar, en vue de l'ouverture d'une nouvelle carrière à ciel ouvert de graves alluvionnaires sur la Commune d'ABOS.

L'enquête publique s'est déroulée du 15 septembre 2025 au 18 octobre 2025 à la mairie d'ABOS.

La Commune de LABASTIDE-CEZERACQ étant comprise dans le rayon d'affichage fixé à 3 kilomètres autour de l'installation projetée, le Conseil Municipal est invité à émettre son avis sur cette extension.

Il est précisé que la société DRAGAGES DU PONT DE LESCAR, du Groupe DANIEL, exploite des installations de traitement de concassage, criblage et station de transit, de produits minéraux sur la commune d'Abos (64), autorisée par l'Arrêté Préfectoral du 27 mai 2005.

Ces installations sont aujourd'hui alimentées par la carrière de sables et graviers de la société DRAGAGES DU PONT DE LESCAR, sur les communes d'Abos et Tarsacq (64), sur une superficie d'environ 89 ha, autorisée par l'Arrêté Préfectoral du 13 octobre 2011 jusqu'au 13 octobre 2026.

Le gisement de la carrière actuelle arrivant à épuisement, l'exploitant souhaite ouvrir une nouvelle carrière sur la commune d'Abos (64) sur les terrains localisés à environ 650 m au Sud des installations de traitement actuelle. Le périmètre du projet est occupé par des champs cultivés en intensif et est entouré de parcelles agricoles, de friches, et d'anciennes gravières.

Le projet concerne l'ouverture d'une exploitation de carrière sur une superficie d'environ 21,5 ha, avec une production maximale de 500 000 t/an et une production moyenne de 350 000 t/an. La durée sollicitée est de 15 ans, dont environ 6 à 7 ans d'extraction.

Le réaménagement concernera un retour des terrains à leur usage agricole initial, par remblaiement jusqu'au terrain naturel. Le remblaiement sera réalisé à l'aide de terres inertes extérieurs (apport d'environ 120 000 t/an) et des terres de découvertes provenant du décapage des terrains.

La présente demande d'Autorisation Environnementale concerne les éléments suivants :

☐ une demande d'autorisation d'ouverture de carrière rubrique 2510-1 sur une superficie totale de 21,5 ha et pour une durée de 15 ans (dont 6 à 7 ans d'extraction). La demande concerne une production maximale de 500 000 t/an et une production moyenne de 350 000 t/an ;

☐ une demande de déclaration pour la présence ponctuelle d'une unité mobile criblage pour une puissance maximale inférieure à 200 kW (rubrique 2515-1b) ;

☐ une demande d'autorisation au titre de la Nomenclature loi sur l'eau concernant le rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol (rubrique 2.1.5.0). La surface maximale d'extraction du projet est d'environ 21,5 ha.

L'objectif du projet d'ouverture de cette carrière à ciel ouvert et en partie en eau est de pérenniser l'activité d'extraction dans ce secteur en augmentant les réserves exploitables sans modification des installations existantes. Ce projet se situe à environ 215 m au Sud-Ouest de la carrière actuelle DRAGAGES DU PONT DE LESCAR.

Pour l'entreprise, les matériaux extraits sont destinés aux domaines suivants :

- ☐ Construction de bâtiments individuels et collectifs à usage d'habitations, bâtiments non résidentiels
- ☐ Ouvrages d'art et de génie civil : barrages, enrochements, ponts, tunnels, viaducs... ;
- ☐ Agriculture avec des amendements cultureaux ;
- ☐ Grande distribution ;
- ☐ Industries ;
- ☐ Travaux Publics : construction de routes, d'autoroutes, d'équipements collectifs (hôpitaux, établissements scolaires, terrains sportifs ...).

Monsieur le Maire souligne que ce projet fait débat au sein des conseils municipaux de BESINGRAND et TARSACQ mettant en avant les nuisances occasionnées notamment le trafic de camions, le bruit, la pollution.

Il demande ensuite à l'Assemblée Municipale de s'exprimer sur ce dossier.

Après en avoir délibéré, à la majorité, le Conseil Municipal :

EMET un avis favorable sur l'ouverture d'une nouvelle carrière à ciel ouvert de graves alluvionnaires sur la Commune d'Abos.

VOTE :

-pour : 7 voix

-contre : 1 voix (Mme Melissa FLOWER)

-abstention : 1 voix (Mr Hervé DARETTE)

DELIBERATION N° 6

PROJET DE PARC SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE SUR DES TERRAINS COMMUNAUX SITUÉS À PROXIMITÉ DE L'ANCIENNE GRAVIÈRE BORDENAVE

Monsieur le Maire expose que dans le cadre de la transition énergétique, le développement du solaire photovoltaïque s'inscrit dans une stratégie globale de lutte contre le changement climatique et de réponse à la croissance de la demande énergétique.

Aussi, trois entreprises spécialisées à savoir la Société VALOREM, la Société EOLFI et la Société VIRIYA ENERGY ont été reçues en mairie pour présenter leur projet de création d'une centrale photovoltaïque sur le site de l'ancienne gravière BORDENAVE et sur des terrains communaux attenants.

La Société EOLFI dont le siège social est à PARIS 9^{ème} arrondissement, 13 rue Saint-Lazarre, filiale de VEOLIA Environnement, est un groupe Français, spécialisé dans le développement, la construction, le financement et l'exploitation des centrales photovoltaïques et de parcs éoliens terrestre.

Son projet de réalisation d'une centrale photovoltaïque sur le site de l'ancienne gravière de Mr BORDENAVE Michel, au lieu-dit Salleigts de Bas (parcelles cadastrées section C numéros 104, 144, 90 et 317) et par extension sur la parcelle communale cadastrée section AC n° 318 pour une superficie totale d'environ 6 ha (dont environ 2 ha de terrains communaux) présente la meilleure solution technico-économique pour mener à bien ce projet photovoltaïque.

Cette société indique que l'implantation sur ce site d'une centrale photovoltaïque paraît possible dans la mesure où la carrière à ciel ouvert de sables et graviers fait l'objet, dans le Plan Local d'Urbanisme actuel, du sous-secteur UYci dont la définition stipule uniquement que «les autorisations d'urbanisme dans son périmètre devront respecter les règles du PPRI en vigueur, la carrière étant située en zone inondable.

Le site étudié se situe en zone concernée par le PPRI et est classé en zonage rouge. Dès désignation d'EOLFI par le propriétaire pour le développement de ce projet, une consultation auprès de la DREAL et DDT sera réalisée pour une mise en compatibilité du PPRI avec l'installation du projet.

Ce projet s'inscrit dans une démarche de valorisation d'une carrière de sables et graviers, tout en préservant l'environnement tant sur le plan écologique que paysager pour une action exemplaire de la Région sur son patrimoine. En lien avec des bureaux environnementaux indépendants, des études complémentaires seront menées afin de déterminer les enjeux majeurs et contraintes à prendre en compte dans la conception du projet. Une consultation auprès des services de l'Etat compétents en matière d'écologie, de paysage et des services instructeurs sera organisée afin de valider les enjeux et mesures identifiées. Le but étant d'étudier ces projets en parfaite cohérence avec leur environnement, d'en assurer une acceptabilité locale et des services administratifs instructeurs et, le cas échéant, d'optimiser au maximum la durée d'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Le choix du raccordement se fait en concertation avec ENEDIS. Le raccordement au poste source se fait par des liaisons souterraines à 20 000 volts. La totalité du coût sera assumée par la société EOLFI.

Le projet est soumis à délivrance d'un permis de construire.

L'ensemble des études de faisabilité et travaux préparatoires s'échelonneront sur une durée initiale ferme de six années à compter de la signature d'une promesse unilatérale de bail emphytéotique et de servitudes associées. Avant l'expiration de ce délai, la Société a, à tout moment, la faculté de former définitivement le bail emphytéotique qui sera consenti pour une durée initiale de trente années entières et consécutives et accepté moyennant une redevance annuelle, globale et forfaitaire fixée en euros par hectare d'emprise nécessaire pour l'installation de l'ensemble des composantes de la Centrale.

Monsieur le Maire souligne que la CRMI DESPAGNET souhaite la délocalisation de son activité et poursuivra ses recherches durant la phase d'études de faisabilité.

La proposition de la Société EOLFI est la suivante :

Proposition commerciale :

La société EOLFI propose une redevance annuelle globale, dont le montant sera payable annuellement à date d'anniversaire de la signature de la promesse de bail emphytéotique, à compter de sa signature.

-Redevance globale annuelle : 5 000 € par hectare et par an avec un bail emphytéotique de 30 ans.

Les retombées locales :

Comme toute activité économique implantée sur un territoire, le photovoltaïque génère de la fiscalité locale, sous formes de taxes et d'impôts, payés par la société à savoir :

- Imposition forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) :
- Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)
- Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)
- Taxe Foncière sur les Propriétés Bâtie (TFPB)
- Taxe d'aménagement

Avec les contributions fiscales, le montant annuel à percevoir par la Commune est estimé entre 15 000 € et 20 000 €.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée Municipal de se prononcer.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, Le Conseil Municipal :

-AUTORISE la Société EOLFI, ou toute société qui s'y substituerait, à procéder à l'étude de faisabilité du projet de parc photovoltaïque sur la Commune de LABASTIDE-CEZERACQ, à proximité du site de l'ancienne gravière de la Société BORDENAVE, parcelle communale cadastrée section C n° 318.

-AUTORISE Monsieur le Maire à signer la promesse unilatérale de bail emphytéotique et de servitudes associées et tous les documents relatifs à ce projet.

QUESTIONS DIVERSES

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

L'enquête publique du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté de Communes de Lacq-Orthez s'est déroulé du 18 août 2025 au 26 septembre 2025. Monsieur le Maire souligne que dans le dossier d'enquête publique, les services de l'Etat, sur le zonage de la Commune de Labastide-Cézéracq, ont émis un avis défavorable sur l'intégration en zone constructible AU de la parcelle cadastrée section AB n° 1 d'une surface de 0,38 ha appartenant à Mr LACAZE-LABADIE Jean-Baptiste, située Cami de Lartigau et la parcelle cadastrée section AB n° 352 d'une surface de 0,03 ha, appartenant à l'indivision RAMEAUX, située chemin de l'Aulouze,, pour le motif suivant : fragmente un compartiment agricole sans pour autant réduire l'habitat/agriculture. Participe à une urbanisation linéaire.

Monsieur le Maire aura une discussion à ce sujet avec les divers interlocuteurs à la CCLO.

Installation pyramide de cordes à l'aire multi sports

La pyramide de cordes est en cours d'installation par l'entreprise CLAVE sur le terrain situé à proximité du city stade.

Clôture avec du fil barbelé du lac privé longeant le chemin de randonnées

Suite à la pose d'une clôture en fil de fer barbelé militaire par le propriétaire du lac, en limite de propriété, le long du chemin de randonnées, Monsieur le Maire a consulté le service juridique de l'APGL sur les responsabilités en cas de dommage causé à un tiers par cette clôture en fil barbelé.

La réponse est la suivante : « l'installation d'un panneau signalant un danger constitue seulement une mesure informative et dès lors qu'elle ne s'accompagne d'aucune mesure de police, ne nécessite aucune formalité. Quant à la responsabilité en cas de dommage causé à autrui, tout dépendra de la cause qui en est à l'origine, même si la responsabilité du propriétaire sera recherchée en priorité. S'agissant du Maire, le risque d'engagement de sa responsabilité paraît assez mince. »

Monsieur le Maire ajoute que le propriétaire a l'intention de remplacer cette clôture en fil barbelé par une haie végétale brise vue.

Aménagements voirie

Pour sécuriser la circulation sur la VC dite Carrérot de la Forge, la CCLO va placer un panneau STOP au croisement des VC dites Cami Deus Banius et Carrérot de la Forge, en phase d'essai.

Pour réduire la vitesse des véhicules venant de Labastide-Monréjeau, sur le chemin de l'Aulouze, une chicane va être installée après le pont et une zone «30 » sera instaurée.

Aménagement intérieur côté bar dans la salle multi-activités La Saligueta

Le Conseil Municipal donne son accord pour édifier un plan travail en inox et des étagères de rangements à l'emplacement actuel du réfrigérateur. Pour ce faire, un devis sera demandé à la EURL SENSE.

Financement des tenues uniques année scolaire 2025/2026

Par lettre en date du 10 octobre 2025, Monsieur le Directeur de l'Education Nationale a fait savoir que l'académie de Bordeaux ne dispose plus d'un budget suffisant pour satisfaire l'ensemble des demandes de financement des tenues uniques pour l'année scolaire en cours. Le coût des tenues uniques pour l'année scolaire 2025/2026 s'est élevé à 7 912,36 € TTC. Le Maire de Labastide-Monréjeau va faire une requête auprès du Ministre.

Rénovation et extension de la salle multisports

L'architecte travaille sur la demande de permis de construire pour les travaux de rénovation et extension de la salle multisports. Aussi, une entrevue sur site a eu lieu avec le bureau de contrôle SOCOTEC qui de part la réglementation en vigueur pour les établissements recevant du public, a indiqué les obligations réglementaires à appliquer : remplacement du sol, utilisation de matériaux ignifugés à l'intérieur de l'établissement pour limiter la propagation du feu et des fumées, matériaux phoniques, mise en place d'une couvertine et d'un réseau d'eau pluvial. Ces demandes vont engendrer un coût supplémentaire.

Fixation de la date du prochain conseil municipal

La date de réunion du prochain conseil municipal est fixée au jeudi 4 décembre 2025 à 19 heures.

Affiché, le 27 octobre 2025
Le Maire,

